

page 911 lectures

PRE

ARCHITECT OF GLOBAL JIHAD.  
THE LIFE OF AL-QAIDA STRATEGIST ABU MUS'AB AL-SURI

Brynjar Lia

Londres, Hurst, 2007, 510 pages

LEADERLESS JIHAD, TERROR NETWORKS IN THE TWENTY-FIRST CENTURY

Marc Sageman

Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008, 208 pages

« Sagemanien ou hoffmanien ? ». Telle est la question qui agite le landerneau des experts du terrorisme depuis la critique cinglante du dernier ouvrage de Marc Sageman parue dans *Foreign Affairs* sous la signature de Bruce Hoffman<sup>1</sup>. Pour faire simple, Hoffman reproche à Sageman de minimiser la menace que représente le « bureau central » d'Al-Qaida. Pour Sageman, la principale menace ne serait plus les Oussama Ben Laden, Ayman al-Zawahiri et consorts mais plutôt les centaines de *homegrown terrorists* potentiels, radicalisés sans lien direct avec Al-Qaida. Cette dernière n'existerait plus vraiment en tant qu'organisation mais se serait transformée en « mouvement social » – il ne s'agit bien entendu pas là de l'acception syndicale de l'expression –, capable de générer des djihadistes sans intervention d'une quelconque hiérarchie. En d'autres termes, on assisterait désormais au développement d'un « djihad sans leader ». La critique de Bruce Hoffman fut si virulente que Marc Sageman se sentit obligé de lui répondre en des termes somme toute peu aimables. Et la réponse appela elle-même une réaction, toujours par *Foreign Affairs* interposé.

Cette véritable tempête dans un verre d'eau oppose deux des spécialistes les plus connus du terrorisme. D'un côté, Bruce Hoffman, professeur à l'université Georgetown, est l'auteur du classique *Inside Terrorism*<sup>2</sup>. De l'autre, Marc Sageman, psychiatre, docteur en sociologie et ancien agent de la Central Intelligence Agency (CIA) au Pakistan, s'est illustré en 2004 en publiant l'excellent *Understanding Terror Networks*<sup>3</sup>. La démarche de ce premier opus se voulait – comme pour *Leaderless Jihad* – « scientifique ». En quoi consiste, en l'occurrence, cette démarche ? À établir une base de données de plusieurs dizaines de terroristes (172 exactement pour *Understanding Terror Networks* et plus de 500 pour *Leaderless Jihad*) et à élaborer des statistiques en fonction de différents critères, tels que le niveau d'éducation, la richesse, le statut marital, etc.

---

1. B. Hoffman, « The Myth of Grass-Roots Terrorism; Why Osama bin Laden Still Matters », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 3, mai/juin 2008.

2. B. Hoffman, *Inside Terrorism*, New York, Columbia University Press, 1999.

3. M. Sageman, *Understanding Terror Networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004.

Les chiffres obtenus permettent de remettre en cause un certain nombre d'idées reçues. Les djihadistes proviennent majoritairement de familles peu religieuses. Seuls 13 % ont fréquenté une madrasa. 62 % sont allés à l'université. Les trois quarts sont mariés et les deux tiers ont au moins un enfant. Autrement dit, les djihadistes sont, à l'origine, des gens « comme les autres », ni plus pauvres, ni moins éduqués, ni asociaux. Comme l'affirme Sageman : « ce serait bien de pouvoir établir un test sanguin permettant de détecter les terroristes potentiels [...]. Malheureusement, c'est impossible ». Ainsi, *Leaderless Jihad* invalide certaines interprétations des théories sur le « décèlement précoce de la menace », d'autant que son auteur démontre que le processus de radicalisation ne prend parfois que quelques mois, ce qui rend l'anticipation du passage à l'acte extrêmement compliquée.

Si les statistiques obtenues sont globalement conformes à celles déjà publiées dans *Understanding Terror Networks*, elles ne sont pas pour autant totalement identiques. Les différences s'expliquent par l'intégration, dans l'échantillon analysé, des djihadistes dits « de la troisième génération ». La première génération est celle des moudjahidines ayant pris part à la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980. La deuxième génération a, quant à elle, été formée dans les camps d'entraînement afghans au cours des années 1990. La troisième, enfin, a émergé après les attentats du 11 septembre 2001 et, plus encore, après l'intervention américaine en Irak. Ces terroristes de la troisième génération sont, initialement, moins religieux que leurs prédécesseurs. Ils sont également moins instruits et ont des métiers moins prestigieux (à l'exception notable du « complot des docteurs » au Royaume-Uni en 2007).

Marc Sageman reprend dans *Leaderless Jihad* sa « bunch of guys theory » déjà développée dans son précédent ouvrage. Celle-ci tient en quelques mots : la radicalisation n'est pas nécessairement un processus individuel ; elle peut au contraire résulter de l'évolution collective d'un petit groupe de personnes, souvent liées par une amitié préalable. La condition diasporique est un autre facteur important identifié par Sageman. Ce dernier note ainsi que « 60 % des djihadistes de [son] échantillon ont rejoint une organisation terroriste alors qu'ils vivaient dans un pays dans lequel ils n'avaient pas grandi ». Il ajoute que bien souvent, les futurs terroristes se sont rencontrés ou retrouvés dans une mosquée qu'ils avaient pris l'habitude de fréquenter non par religiosité, mais par nostalgie de leur pays, de leur culture et de leur langue.

Sageman consacre enfin un chapitre entier à Internet, qui apparaît comme un élément essentiel de la transformation et de la résilience de la mouvance djihadiste internationale. L'auteur de *Leaderless Jihad* constate ainsi que

depuis les attentats du 11 septembre 2001, les mesures antiterroristes se sont tellement développées que les terroristes potentiels ont de plus en plus de difficultés à se rencontrer physiquement. « Les communications [...] ne se font plus essentiellement dans des restaurants hallal, des salons de coiffures ethniques ou des mosquées radicales mais davantage sur Internet ». Internet ne doit donc pas être vu simplement comme un outil de propagande, mais aussi comme un moyen de recruter, d'échanger des conseils tactiques et stratégiques, ou encore d'obtenir des financements. Des manuels pour confectionner des explosifs sont disponibles en ligne et auraient notamment été utilisés par les terroristes impliqués dans la tentative manquée d'attentat contre des trains allemands en juillet 2006.

La décentralisation du djihad – résultant de la destruction du sanctuaire afghan et de l'utilisation croissante des nouvelles technologies de communication – contribuerait, d'après Sageman, à favoriser l'arrivée de femmes dans un champ d'action jusque-là très masculin, et à rajeunir considérablement le milieu des apprentis terroristes. Si le cas de Yehia Kadouri, arrêté à dix-sept ans aux Pays-Bas en 2005, fait encore figure d'exception, l'âge moyen d'engagement dans le djihad avoisine désormais les vingt ans.

Marc Sageman pressent que le processus de dispersion et de décentralisation de la mouvance djihadiste va s'amplifier, jusqu'à l'avènement d'un *leaderless jihad*. Cette expression fait indéniablement penser à la théorie de la « résistance sans leader » développée par Louis Beam<sup>4</sup> au début des années 1980. Adaptée au terrorisme islamiste, elle évoque plus encore la pensée d'Abu Mus'ab al-Suri.

Ce dernier est un personnage hors du commun. Pour reprendre la typologie établie par Marc Sageman, il appartient à la première génération de djihadistes, a enseigné l'art du djihad à la deuxième génération et a théorisé le processus de décentralisation ayant donné naissance à la troisième génération. Ce maître à penser du terrorisme contemporain a fait l'objet d'une biographie remarquable, fruit d'un méticuleux travail réalisé par le chercheur norvégien Brynjar Lia.

Abu Mus'ab al-Suri – de son vrai nom Mustafa bin Abd al-Qadir Sitt Maryam – est né à Alep en Syrie en 1958. Au cours de ses études d'ingénieur, il rejoint un groupe islamiste connu sous le nom d'Organisation de l'avant-garde combattante des Frères musulmans. Ce groupe, qui souhaite renverser le régime d'Hafez el-Assad, est découvert par les services de renseignement syriens à la fin de l'année 1980. Al-Suri est contraint de fuir

---

4. L. Beam, « Leaderless Resistance », *The Seditonist*, n° 12, février 1992.

en Jordanie et d'abandonner son cursus universitaire. Plus tard, il obtiendra une licence d'histoire.

Au début des années 1980, al-Suri voyage beaucoup, notamment en Irak et en Égypte où il suit des formations militaires. Il n'assiste pas en personne à la répression du régime syrien contre les islamistes dont le moment le plus connu demeure la bataille de Hama en 1982. Il en retient néanmoins une leçon importante : face à un État fort, disposant notamment de services de renseignement performants, les organisations secrètes islamistes n'ont que peu de chances de survivre. C'est également à cette période qu'il quitte les Frères musulmans, leur reprochant leur volonté de compromis avec le pouvoir en place, en Syrie et en Irak notamment.

Al-Suri s'envole alors pour l'Europe. Il effectue d'abord un séjour d'une ou deux années en France où, entre autres activités, il apprend le français et obtient une ceinture noire de judo. Puis il s'établit plus durablement en Espagne, pays dont il obtient la nationalité suite à son mariage avec une Espagnole. Son passeport espagnol et son physique européen – al-Suri a la particularité d'être roux – lui permettront de voyager plus facilement que d'autres djihadistes.

Au cours de ses deux premières années en Espagne, al-Suri rédige son premier livre : une étude de 900 pages sur l'échec du mouvement « révolutionnaire islamique » en Syrie. Il passe la fin des années 1980 en Afghanistan où, tout en participant au djihad contre les Soviétiques, il continue à écrire. En 1991, il publie notamment un fascicule préfigurant *L'Appel à la résistance islamique globale*<sup>5</sup>, son grand œuvre qui paraîtra une dizaine d'années plus tard.

Avant de détailler quelques points de ce classique de la littérature djihadiste, il convient de rappeler brièvement certains éléments de la vie d'Abu Mus'ab al-Suri. Sa première période afghane lui permet de rencontrer les plus grands noms du djihad, d'Abdallah Azzam à Ayman al-Zawahiri en passant par Sayed Imam Al-Chérif (alias docteur Fadl) et Oussama Ben Laden. Il fait partie d'emblée des cadres d'Al-Qaida, même s'il se distanciera plus tard de cette organisation.

Au début des années 1990, il retourne en Espagne, puis s'installe à Londres. Il consacre notamment sa période londonienne à soutenir à distance les djihadistes algériens. Il participe, entre autres, à la rédaction du bulletin *Al Ansar* mais finit par abandonner cette activité en raison de désaccords profonds avec Abu Qatada. Il noue également des contacts

---

5. A. M. Al-Suri, *Da'wat al-muqawamah al-islamiyyah al-'allamiyyah*, texte disponible sur <[www.archive.org/details/The-call-for-a-global-Islamic-resistance](http://www.archive.org/details/The-call-for-a-global-Islamic-resistance)>.

avec des journalistes anglo-saxons et joue un rôle crucial dans l'organisation des premières interviews d'Oussama Ben Laden avec les médias occidentaux. À la fin des années 1990, al-Suri retourne en Afghanistan où il dirige un camp d'entraînement. Ses conférences enregistrées sur cassettes font alors le tour du monde, mais il ne se limite pas pour autant à des enseignements théoriques. Il dispense aussi des cours pratiques – du combat rapproché au maniement des explosifs.

En 1998, il est présent en Afghanistan lorsque les Américains bombardent certains camps d'entraînement en représailles aux attentats de Dar es Salam et Nairobi. Il en tire une leçon importante : « l'ère des camps fixes est terminée ». L'opération *Enduring Freedom* le confirme dans l'idée que la supériorité militaire américaine est telle que les djihadistes doivent opter pour d'autres méthodes. Ces méthodes, al-Suri les expose dans *L'Appel à la résistance islamique globale*, ouvrage de 1 600 pages publié sur Internet peu de temps avant son arrestation au Pakistan en 2005.

Dans ce livre étonnant, les influences mêlées de Mao Zedong, Vo Nguyen Giap, Azzam ou encore al-Zawahiri se font sentir. Al-Suri connaît les classiques de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Il sait notamment que face à un adversaire matériellement supérieur, la concentration des moyens peut s'avérer fatale. Sa théorie sonne donc comme un appel à la dispersion, à la décentralisation maximale. La « mentalité de Tora Bora » doit prendre fin, écrit-il. Des « camps d'entraînement mobiles » doivent être créés et le djihad mondial, réunissant potentiellement toute l'*oumma*, doit s'organiser autour de petites cellules – limitées parfois à une seule personne – indépendantes les unes des autres et susceptibles de s'auto-générer. Al-Suri résume sa théorie en un slogan : « nizam la tanzim », c'est-à-dire « un système, pas une organisation ». Et de préciser : « il n'y a pas de liens organisationnels entre les membres des unités de la résistance islamique globale. Les seuls liens sont [...] un système d'action, un nom et un but communs ».

L'ouvrage de Brynjar Lia est donc bien plus qu'une simple biographie. Il offre une plongée passionnante dans l'histoire récente de la mouvance djihadiste internationale et présente de surcroît de larges extraits d'un des principaux traités de stratégie djihadiste. Cet *Appel à la résistance islamique globale* aurait aussi bien pu être intitulé *Pour un djihad sans leader*. Il apporte en tout cas des arguments non négligeables à Marc Sageman dans le débat qui l'oppose à Bruce Hoffman.

**Marc Hecker**  
chercheur à l'Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

### LA SITUATION POSTCOLONIALE : LES *POSTCOLONIAL STUDIES* DANS LE DÉBAT FRANÇAIS

Marie-Claude Smouts (dir.)  
Paris, Les Presses de Sciences-Po,  
2007, 450 pages

Il y a un paradoxe concernant les *postcolonial studies* : si leur origine se trouve dans la *French Theory* (Foucault, Deleuze, Lyotard, etc.), elles ont explosé dans le monde anglo-saxon et restent mal connues et mal aimées en France. C'est autant à une présentation globale de la discipline qu'à une explication de ce paradoxe que s'attelle cet ouvrage.

La première partie est consacrée à la littérature. Historiquement, c'est dans les départements de littérature que le postcolonial a été le plus étudié, sous deux formes différentes : l'étude d'auteurs « postcoloniaux », issus d'ex-colonies et thématissant leur situation (Amitav Ghosh ou Salman Rushdie, par exemple) et, d'autre part, une analyse postcoloniale de la littérature « classique ». Ces études et romans peuvent se résumer dans la belle formule de Coetzee : « Il faut faire parler le silence de Vendredi ». Autrement dit, l'enjeu des *postcolonial studies* est de redonner la parole à ceux qui ne l'ont pas, de faire parler les sans voix, les « subalternes ».

Mais les *postcolonial studies* ne se limitent pas à la littérature. Leur enjeu se situe plus généralement

dans l'analyse de la réciprocité des influences entre colons et colonies. L'expérience de la colonisation marque autant les anciens pays colonisateurs que les anciennes colonies, et les théoriciens des *postcolonial studies* s'intéressent moins à l'économie ou à l'histoire qu'à la culture, à la subjectivité, à ce jeu d'influences et de décentrement.

Les critiques adressées aux *postcolonial studies* sont cependant nombreuses. Le conflit entre marxisme et post-structuralisme se rejoue entre post-marxisme et *postcolonial studies* : il est reproché à ces dernières de ne s'intéresser qu'aux récits, aux textes, et de négliger les faits, les questions sociales. On leur reproche également d'essentialiser l'Occident, de faire comme s'il n'y avait qu'une entité *Occident*, se comportant immuablement de 1492 à la décolonisation. Il y eut en réalité plusieurs types de colonisations, et chacun a en outre évolué au fil du temps.

Plus grave, on leur reproche de ne plus être capables de penser le présent. Dans leur livre *Empire*<sup>1</sup>, Negri et Hardt dressent le portrait des nouvelles dominations, avec un Empire décentré, déterritorialisé, où l'important est l'information, le flux. La logique postcoloniale centre/périphérie n'aurait donc plus lieu d'être. Les *globalization studies* seraient plus à même de saisir cette nouvelle dimension de la domination capitaliste.

1. M. Hardt et T. Negri, *Empire*, Paris, 10/18, 2004.

Les études postcoloniales ont en outre eu tendance à négliger la nation, à n'en faire qu'un instrument d'oppression. Son rôle est aujourd'hui réévalué : elle n'est pas seulement l'outil des colons ; elle est aussi utilisée au service de leurs revendications par les ex-colonisés (lutte pour un État plus juste, lutte pour la reconnaissance nationale, etc.)

La dernière partie de l'ouvrage – la plus faible – est consacrée à la situation française. Benjamin Stora constate que la question coloniale revient au cœur de l'actualité : dans le contexte intellectuel français (républicanisme et laïcité, notamment), quelle est la situation des immigrés ? Comment penser la question du voile à l'école, les émeutes en banlieue, etc. ?

Le modèle français, modèle unificateur, entend intégrer les minorités en leur faisant perdre leur identité. Si le racisme est assez unanimement condamné, on ne peut nier que les immigrés soient victimes de discriminations diverses et fréquentes, dans l'emploi, le logement ou la pratique religieuse. L'interdiction du foulard relèverait ainsi d'un « racisme respectable », visant à interdire la différence. Les minorités commencent cependant à se structurer et à refuser d'entrer dans le moule républicain, notamment via la création d'associations communautaires.

Si les *postcolonial studies* ne se sont pas constituées en domaine universitaire en France, cela tient sans doute à une recherche assez rétive à

la nouveauté. La crise qu'elles traversent montre toutefois leur richesse. La menace d'éclatement témoigne en effet de ce qu'elles ont irrigué tout le champ du savoir. Les *globalization studies* sont pourtant sans doute plus à même de penser le monde actuel, et l'histoire est sans doute plus pertinente pour penser la colonisation. Si les *postcolonial studies* ont tenu leur rôle en faisant parler ceux qu'on n'interrogeait pas, il semble qu'elles pâtissent aujourd'hui du succès de leurs thèses.

David Rochefort

---

## STRATÉGIE

---

### LA GUERRE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE.

#### UN NOUVEAU SIÈCLE DE FEU ET DE SANG

Colin S. Gray

Paris, Economica, 2008, 424 pages

Voici trente ans que Colin S. Gray contribue de manière singulière à l'étude de la stratégie dans ses innombrables incarnations. S'étant tout d'abord attaché à critiquer les fondements de la maîtrise des armements, il s'est progressivement élevé vers des considérations plus générales et plus théoriques, s'intéressant à la puissance navale et aérienne, à la géopolitique, à la théorie des relations internationales et, bien sûr, à la théorie de la guerre. *La Guerre au XXI<sup>e</sup> siècle* est, parmi la vingtaine d'ouvrages qu'il a publiés, le premier à être traduit – bien qu'imparfaitement – en langue française, et il convient de



saluer cette initiative – dont la rareté égale pourtant la richesse que la communauté stratégique francophone pourrait en tirer.

L'idée défendue par l'auteur, qui ne surprendra pas ses lecteurs réguliers, est que la guerre n'est pas morte : si elle varie dans sa forme, plus ou moins intense, fréquente ou « conventionnelle », sa nature immuable – identifiée et théorisée par Carl von Clausewitz – demeure. La guerre, entendue comme « violence organisée à des fins politiques », est un horizon indépassable des rapports entre des communautés humaines qui coexistent dans un système international anarchique. Réaffirmant certains des arguments qu'il a maintes fois eu l'occasion de défendre, l'auteur rappelle le primat des contextes politico-stratégique et – dans une moindre mesure – culturel sur les choix des unités politiques, et assène des critiques virulentes aux partisans les plus optimistes des institutions internationales en général et du désarmement en particulier.

L'ouvrage constitue donc une projection dans l'avenir de ces conceptions typiquement clausewitziennes de Colin Gray, déclinées en une série de thèmes, comme le rapport entre la technologie et la guerre, la guerre régulière, irrégulière, les armes de destruction massive ou, enfin, la guerre dans l'espace ou dans le domaine informatique. Si l'approche que Gray a de son objet n'est pas, à proprement parler, innovante, elle reste à la fois judi-

cieuse, modeste et enrichissante : la nature de la guerre étant immuable, l'histoire constitue pour lui le seul moyen permettant d'envisager les axes d'évolution du monde conflictuel. C'est sans doute là un aspect susceptible de désarçonner certains lecteurs de ce texte sur le *futur* de la guerre : à maintes reprises, Gray souligne les limites d'une approche prospective fondée sur la rupture avec le passé, et réaffirme au contraire la continuité des tendances stratégiques – d'où son sous-titre.

De manière prudente, ceci ne l'amène pas pour autant à écarter les possibilités d'une surprise, bien au contraire : celle-ci est non seulement probable mais, du fait de l'incertitude et de la compétition inhérentes au domaine conflictuel, certaine. Cette surprise, aussi grande soit-elle, ne pourra bouleverser tout au plus que la « grammaire » de la guerre ; ses moyens et les conceptions guidant son emploi continueront d'évoluer, parfois brutalement, mais ils demeureront soumis à sa nature politique. L'impossibilité réaffirmée d'évacuer la guerre par le droit, par l'éthique ou par le désarmement n'est pas synonyme de déchaînement d'une violence extrême et globalisée : la guerre reste un phénomène partiellement maîtrisable et limitable, notamment par la politique, la stratégie, la culture ou encore – pour cet ancien conseiller de Ronald Reagan – par la puissance. *La Guerre au XXI<sup>e</sup> siècle* présente ainsi une vision résolument pessimiste mais, ce qui est

beaucoup plus rare et précieux, éminemment stratégique de ce que pourrait être la guerre au cours du prochain siècle. Les lecteurs de Colin Gray n'y trouveront pas d'idées fondamentalement inédites, mais ceux n'étant pas familiers de cet auteur y découvriront une pensée d'une logique et d'une profondeur peu communes.

**Corentin Brustlein**

### CONTRE-INSURRECTION : THÉORIE ET PRATIQUE

David Galula

Paris, Economica, 2008, 210 pages

David Galula a la particularité d'avoir accumulé une grande expérience des conflits révolutionnaires de décolonisation, que ce soit en qualité d'observateur de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Grèce en 1949, comme officier détaché auprès de la mission militaire française dans la Chine maoïste des années 1950 ou en situation de commandement pendant la guerre d'Algérie, durant laquelle il réussit la pacification de son secteur en Grande Kabylie. En 1963, il publie *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*<sup>1</sup> aux États-Unis, alors qu'il est chercheur associé à l'université de Harvard. Totalement ignoré en France et tombé dans l'oubli depuis, le lieutenant-colonel Galula est remis à l'honneur

aujourd'hui par le général américain David Petraeus, commandant en chef des forces américaines au Moyen-Orient, qui en a fait son maître à penser stratégique.

Le grand mérite de l'ouvrage de Galula ici réédité est d'identifier les lois du combat contre-révolutionnaire en démontrant que la victoire des insurgés n'est pas une fatalité. Après avoir décrit la nature et les traits généraux de la guerre révolutionnaire, qu'il définit comme essentiellement politique, Galula poursuit en distinguant la guerre révolutionnaire « froide », durant laquelle l'activité de l'insurgé reste exclusivement non-violente, et la guerre révolutionnaire « chaude », au cours de laquelle l'activité de l'insurgé devient ouvertement illégale et violente. Contrairement à une guerre conventionnelle, les opérations de contre-guérilla visent à remporter une compétition pour le soutien de la population civile. De cette caractéristique fondamentale, il déduit des principes et propose une véritable stratégie – tout en analysant les problèmes tactiques que pose la mise en œuvre de celle-ci. Pour gagner le soutien de la population, le gouvernement loyaliste doit identifier la minorité favorable et l'organiser de façon à mobiliser la population contre la minorité insurgée. Il faut donc rallier politiquement la population, ce qui suppose tout d'abord de la protéger des insurgés, puis d'organiser idéalement un parti politique « loyaliste ».

1. Réédition américaine : D. Galula, *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*, Westport (CT), Praeger Security International Paperback, 2006.

On pourra certes nuancer la portée de sa pensée en soulignant qu'il s'agit d'une vision ancrée dans son époque. Aujourd'hui, la médiatisation de la société a fait naître dans les opinions publiques occidentales une exigence d'information en temps réel. L'autonomie et la responsabilisation des responsables locaux de la contre-insurrection sont largement limitées par le pouvoir politique central et la hiérarchie militaire. La stratégie de contre-insurrection qu'il expose requiert également une détermination durable et sans faille de la part de l'acteur qui combat l'insurrection, ainsi qu'un volume important de troupes, volume qu'aucune armée occidentale n'est désormais en mesure de déployer.

Pour autant, à l'heure où les armées occidentales sont engagées dans des conflits de type asymétrique au Moyen-Orient, il convient de lire ou relire Galula. De fortes similitudes existent entre la situation des théâtres actuels et l'environnement de la guerre révolutionnaire qu'il décrit : rigidité de l'appareil de contre-insurrection, enjeu majeur du contrôle et de la protection de la population, action psychologique, importance du recueil et de l'analyse du renseignement, formation des forces locales de sécurité et reconstruction d'un appareil politique.

Quarante-cinq ans après sa publication aux États-Unis, le livre de Galula a inspiré le nouveau manuel

de doctrine de l'*US Army* et du *Marine Corps*. La présente édition permet à la France, au moment où elle renforce sa présence en Afghanistan, de découvrir la pensée très originale de l'un des meilleurs experts de la contre-insurrection.

**Anne-Henry de Russé**

### TERROR AND CONSENT. THE WARS FOR THE TWENTY-FIRST CENTURY

Philip Bobbit

New York, Alfred A. Knopf, 2008, 688 pages

De nombreux ouvrages prétendent analyser la guerre contre le terrorisme, en français comme en anglais. Seuls quelques-uns apportent de réelles informations à leurs lecteurs ; parmi ceux-ci, une minorité sait faire plus que citer les autres bons ouvrages sur le sujet. *Terror and Consent* de Philip Bobbit est de ceux-ci.

Cet ouvrage est, de fait, la continuation d'un livre du même auteur, tout aussi conséquent (960 pages), publié en 2003 et intitulé *The Shield of Achilles*<sup>1</sup>. Ce dernier se concentrait principalement sur l'idée selon laquelle l'État tel que nous le concevons, la « nation-État » pour reprendre le terme de l'auteur – qui rattache l'« État-nation » au XIX<sup>e</sup> siècle et la « nation-État » au XX<sup>e</sup> –, serait en train de se métamorphoser. Ce qui le remplace, ce qui

1. P. Bobbit, *The Shield of Achilles*, New York, Anchor Books, 2003.

l'a de fait déjà remplacé, est le « marché-État ». Le but de l'État du XXI<sup>e</sup> siècle n'est plus d'offrir une protection sociale au citoyen, mais de lui permettre de maximiser ses opportunités. Il s'agit d'un État bien plus ouvert à la globalisation, et dont le but premier est la protection du civil. L'ouvrage avait été écrit avant les attentats du 11 septembre 2001. C'est donc avec *Terror and Consent* que l'auteur souhaite aller plus loin, pour prendre en compte les attaques et ce qu'elles signifient pour l'avenir du « marché-État ».

Pour Bobbit, non seulement le terme de « guerre contre le terrorisme » est correct, mais il considère qu'il serait plus juste de le mettre au pluriel. Ces guerres ne sont pas uniquement à associer à Al-Qaïda. Elles sont plus largement dues au fait que le marché-État est, par définition, plus fragile face à un terrorisme qui pourra avoir des sources multiples à l'avenir. Mais quelle que soit sa provenance, il s'agira toujours d'un terrorisme qui s'est adapté à la structure qu'il veut détruire : à l'image du marché-État, il est également plus fluide, plus décentralisé. Il n'a plus besoin de sponsors étatiques pour agir. Il a également accès à un marché noir dont l'existence a déjà été prouvée par le démantèlement du réseau de prolifération nucléaire d'Abdul Qadeer Khan, démantèlement qui n'a pas signifié la disparition de ce commerce. Ce nouveau terrorisme international est particulièrement destructeur pour le marché-État. En

effet, notamment par l'utilisation spectaculaire d'une arme de destruction massive, il peut radicalement saper le contrat social justifiant l'existence même de l'État, en démontrant son incapacité à protéger ses citoyens. Le but des terroristes du XXI<sup>e</sup> siècle sera de briser « l'État de consentement » pour créer à la place un « État de terreur », tel qu'imaginé, entre autres, par le djihadiste Abu Bakr Naji d'Al-Qaïda : les attaques terroristes affaiblissent l'État, les citoyens perdent confiance en l'autorité légitime du pays, ce dernier répond avec une répression qui ne fait qu'alimenter le problème, jusqu'à la perte de contrôle de l'État, faisant tomber le territoire visé dans le chaos. La population n'a alors plus d'autre choix que de se tourner vers ceux qui sont la cause du problème, mais qui proposent de rétablir l'ordre par la violence, les djihadistes eux-mêmes. Face à ce nouveau danger, la notion de guerre change de sens : le ciblage de la population civile n'est plus un dommage collatéral d'importance dû au désir de conquête territoriale, mais est devenu l'objectif direct de l'ennemi du marché-État. Le changement de sens et la menace existentielle qu'est devenu le terrorisme international justifient la notion de « guerres contre le terrorisme ».

En réaction, Bobbit pense que les États de consentement doivent accepter d'agir de façon préemptive. Mais ils doivent également sortir de l'ancienne définition de la

guerre, qui amène à oublier la protection des civils. De même, l'État de consentement doit continuer à défendre les droits de l'homme et l'état de droit, qui sont liés à ses objectifs stratégiques dans les guerres contre le terrorisme. Dans cette optique, pendant la dernière guerre d'Irak, la mauvaise planification de l'après-guerre et les maltraitances commises à Abou Ghraïb ont été des erreurs stratégiques de premier ordre dans la lutte contre Al-Qaïda. On ne peut faire ici justice à la richesse de l'argumentation de Bobbit. Mais on peut parier que cet ouvrage restera un classique dans les études sur le terrorisme au moins pour la décennie à venir.

**Didier Chaudet**

## RELIGION

### LE JIHAD, ORIGINES, INTERPRÉTATIONS, COMBATS

Michael Bonner  
Paris, Téraèdre, 2005, 214 pages

### JIHAD IN ISLAMIC HISTORY. DOCTRINES AND PRACTICE

Michael Bonner  
New York, Princeton University Press, 2008, 224 pages

Michael Bonner, professeur d'histoire islamique médiévale à l'université du Michigan, a d'abord publié en français son ouvrage de

référence sur le djihad<sup>1</sup>, avant de le voir édité aux États-Unis. Le fait est assez rare pour être souligné et il faut saluer à cet égard le travail accompli depuis 2004 par la collection « L'Islam en débats », co-dirigée par Jocelyne Dakhliya et Françoise Micheau chez Téraèdre. Soutenue par l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM), cette collection a, dans un format accessible et un style didactique, permis d'ouvrir des perspectives bienvenues sur l'Islam contemporain. L'ouvrage de Michael Bonner participe de cette volonté d'analyse rigoureuse des thèmes les plus polémiques.

Pour appréhender la notion même de djihad, il importe de revenir aux sources, et Bonner consacre légitimement la moitié de ses quelque deux cents pages à une présentation du djihad dans le message coranique, dans la tradition prophétique et dans la pratique des premiers califes. Il montre comment ce concept d'« effort » (traduction littérale de « djihad ») assume peu à peu une dimension militaire, qui n'exclut pas d'autres « djihads » sociaux ou économiques. Il décrit comment le djihad va se définir dans le rapport à l'Autre, puisqu'il est théoriquement proscrit entre musulmans. Mais le Moyen Âge voit, de l'Anatolie à l'Andalousie, émerger de nouvelles

1. La translittération ici choisie du terme arabe « jihād » ne doit pas induire en erreur : le « d » initial n'est pas la marque de l'ancrage géographique du concept sur le Maghreb mais bien l'orthographe française normalisée à ce jour.

figures du djihad, que Michael Bonner regroupe en quatre catégories : le guerrier tribal (le plus proche de la geste originelle), le chef politique (qui mobilise le djihad sous sa direction), le clerc (qui constitue le corps de doctrine du djihad) et le volontaire (qui combat hors de son territoire d'origine).

En inscrivant son propos dans la longue durée, Bonner nous rappelle que le djihad fut au cours des siècles l'enjeu de controverses dogmatiques comme de conflits de pouvoir. Les fondamentalistes actuels – malgré leur orthodoxie revendiquée et leur sourcilieuse intolérance – participent de ce processus permanent d'interprétation et de relecture. Bonner refuse les positions antagonistes qui ont caricaturé l'islam – surtout après le 11 septembre 2001 – comme une religion intrinsèquement belliqueuse ou, au contraire, comme un message de paix. Il pose le djihad dans toute sa complexité et, surtout, son historicité. Il met ainsi en lumière l'ampleur du détournement de sens opéré au nom du « djihad global » par Al-Qaida. Il s'agit bel et bien d'une invention moderne et d'un produit de la mondialisation en cours. Rien dans l'Islam ne rendait ce développement inévitable, et rien ne s'oppose dès lors à ce que se referme cette funeste parenthèse. Le livre de Michael Bonner, dans sa précision et sa pertinence, nous éclaire aussi sur cet avenir-là.

**Jean-Pierre Filiu**

## LA JUDÉOPHOBIE DES MODERNES. DES LUMIÈRES AU JIHAD MONDIAL

Pierre-André Taguieff

Paris, Odile Jacob, 2008,

684 pages

*La Judéophobie des Modernes* ambitionne de devenir un classique, tant par une érudition sans faille que par la défense mûrement réfléchie d'une interprétation historique. Si le travail de Pierre-André Taguieff est à la hauteur, alors il apparaîtra avec le recul que l'antisémitisme d'extrême droite du xx<sup>e</sup> siècle fut, à bien des égards, l'exécuteur testamentaire de l'antisémitisme raciste, politiquement protéiforme, né durant la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, et que cet antisémitisme à proprement parler est la manifestation paroxystique d'une « judéophobie » qui, sous divers oripeaux, circule « des Lumières au djihad mondial ». Le phénomène fait partie, soulignait Raymond Aron, de ces « haines de quelque chose que l'on ne connaît pas et sur quoi on projette toutes les réserves de haine ». Taguieff y voit aussi une forme par excellence de la bêtise. Avec la judéophobie djihadiste, vers laquelle converge *la Foire aux illuminés*<sup>1</sup> de tous bords, le juif est toujours considéré comme « un intrus dans le genre humain », mais il passe du « statut répulsif de l'Asiatique inquiétant à celui de l'Occidental arrogant ». L'occidentalisation du monde résulterait des machina-

1. P.-A. Taguieff, *La Foire aux illuminés*, Paris, Mille et une nuits, 2005.

tions d'un être malfaisant, américano-sioniste ou judéo-croisé. Pour les islamistes, l'alternative se situe entre bannière d'Allah et camp de Satan, car les mécréants ne sont pas seulement des brebis égarées mais des infidèles pervers. L'islam fait subir un « lavage de cerveau », selon une expression commune à l'Américaine d'origine syrienne Wafa Sultan et au romancier algérien Boualem Sansal, qui redoute que sa religion ait « déjà trop pâti de l'islamisme et du nationalisme arabo-musulman ». La Canadienne musulmane d'origine indienne Irshad Manji appelle à « mettre fin aux tentations totalitaires qui rôdent dans l'islam dominant ».

Travaillé par l'humiliation de la débâcle de la guerre des Six-Jours, un ressentiment islamo-révolutionnaire se répand, puisé chez l'Américain Louis Farrakhan ou l'Égyptien Sayyid Qutb qui dénonçait une « conspiration judéo-chrétienne contre l'islam ». Conçu, explique Maxime Rodinson, comme un « parti idéologique attaqué de tous côtés, comme un bloc de "damnés de la terre", comme une forteresse assiégée », cet islam perçoit ceux qui doutent de son message comme « des ennemis et des traîtres ». Un durcissement manichéen fait surgir l'ennemi absolu contre lequel tout est permis, tel Nicolas Sarkozy « le croisé et le sioniste assoiffé du sang des enfants ». En Occident, souligne Robert Putnam, le relâchement de l'engagement civique et du lien

social érode la confiance et rend attractive l'offre islamiste de solidarité. Dans certains pays, le multiculturalisme pousse l'opinion musulmane à s'aligner sur l'islamisme. En France, les assassinats d'Ilan Halimi et de Sébastien Sellam ont un caractère indéniablement antisémite, même si interfèrent comme toujours d'autres dimensions « liées à la diversité des motivations de l'acteur ». Prétendant que ce constat risque aussi « d'attiser les fantasmes sur les banlieues », d'aucuns préfèrent minimiser ou ne rien désigner pour effacer des réalités sociales discordantes. Ce que Taguieff appelle, depuis 2002, la *Nouvelle Judéophobie*<sup>1</sup>, traduirait une révolte politique de victimes muées par des causes sociales. Peut-être Taguieff sous-estime-t-il qu'il peut advenir parfois des mobiles de réticence sensés. Ainsi certains juifs ont pu être portés à des minorations par scrupule de ne réagir en rien par réflexe communautariste – avec la même distanciation qui conduit Taguieff à voler au secours des victimes de l'antisémitisme – et/ou par souci de ne pas réagir de façon disproportionnée, le spectre de la Shoah incitant à une émotivité pouvant être mésinterprétée comme un parti pris en faveur des juifs et au détriment des autres.

**Marc Crapez**

---

1. P.-A. Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2002.

## AFRIQUE

### ÉTATS FAIBLES ET SÉCURITÉ PRIVÉE EN AFRIQUE NOIRE : DE L'ORDRE DANS LES COULISSES DE LA PÉRIPHÉRIE MONDIALE

Marc-Antoine Pérouse de Montclos  
Paris, L'Harmattan, 2008,  
204 pages

Cet ouvrage est particulièrement utile car il éclaire un objet peu traité en France par les études de sécurité ou les études africanistes : les forces de police en Afrique subsaharienne. Souvent délaissées au profit des armées et dénoncées pour leur corruption, leur manque d'efficacité ou encore leurs luttes internes, elles sont pourtant un outil essentiel à l'État moderne d'inspiration wébérienne, notamment dans l'exercice du « monopole de la violence ». Dans un contexte récent de mise en avant des Réformes des secteurs de sécurité (RSS), notamment lors de sorties de crises en Afrique subsaharienne, l'intérêt de ce livre est aussi de pointer deux phénomènes : l'échec des États faibles subsahariens à mettre en place des forces de police capables d'assurer l'ordre et la sécurité, au point que celles-ci deviennent parfois un facteur de désordre ; la présence de différents types d'acteurs dans le domaine de la sécurité.

Judicieusement, l'auteur nuance la thèse répandue selon laquelle la privatisation des structures de sécurité en Afrique subsaharienne aurait eu lieu à partir de 1990 et la

fin de la guerre froide. Les origines de la privatisation sont beaucoup plus anciennes. Il souligne plutôt le rôle essentiel du legs colonial, mais également précolonial, dans l'évolution des systèmes de sécurité des États africains depuis les indépendances. L'État colonial en Afrique subsaharienne, faute de cadres et d'effectifs, délégait souvent ses prérogatives d'ordre public à des acteurs privés (compagnies d'exploitation, propriétaires de plantation, colons et surtout chefs coutumiers). Au moment des indépendances, les nouveaux États ont rarement pu se substituer à ces formes de sécurité privées et ont montré leur faiblesse dans ce domaine. Ce livre souligne bien la difficulté de dire qui, aujourd'hui, aux yeux des populations, est dépositaire de la violence légitime. Toutefois, on regrette que, dans son analyse historique, l'auteur ne détaille pas plus la définition qu'il retient de l'État « faible » et ne développe pas les raisons de l'échec de son renforcement. Aussi, on aurait souhaité qu'il souligne de façon plus générale les liens entre cette fragilité et le faible écho que rencontre la notion de « bien public » dans les États décolonisés d'Afrique subsaharienne.

Une des idées maîtresses que l'on retient de cette lecture concerne les fines lignes de séparation – d'ailleurs souvent franchies – entre armées et polices, avec une prééminence des premières sur les secondes ; entre compagnies de



sécurité privées et police ; entre, d'une part, les mouvements de mobilisation d'individus – que l'auteur regroupe sous la notion de « vigilantes » et qui incluent aussi bien les rondes de quartier, les vigies, les sociétés secrètes ou encore les milices communautaires – et d'autre part, la police.

L'auteur s'appuie essentiellement sur une riche recherche anglophone (en avance sur cet objet d'étude) et aussi sur son importante expérience de terrain. Il se focalise ainsi principalement sur les pays sur lesquels il a déjà travaillé : Afrique du Sud, Kenya, Nigeria, Somalie. On retiendra que les pays retenus offrent un large éventail de pratiques sécuritaires, mais qu'ils ont pour point commun de connaître d'importants problèmes de sécurité, avec notamment des réputations peu reluisantes en terme de criminalité (Johannesburg, Nairobi ou Lagos sont parmi les plus grandes métropoles africaines, mais aussi les moins sûres). Dans cette approche comparatiste, et au vu de l'importance que l'auteur attribue au legs colonial dans la construction des modes de sécurité dans les États subsahariens, le lecteur aurait peut-être souhaité un peu plus de références à des pays qui ont connu une colonisation lusophone ou francophone pour étayer l'argumentation.

**Sylvain Touati**

## AMÉRIQUES

### LES ÉTATS-UNIS ET LE MONDE AUJOURD'HUI

Daniel van Eeuwen et  
Isabelle Vagnoux (dir.)

La Tour d'Aigues, éditions  
de l'Aube, 2008, 208 pages

Cet ouvrage collectif regroupe l'essentiel des interventions prononcées en mars 2007 lors des premières « Rencontres sur les Amériques contemporaines » organisées par l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence et l'université d'Aix-Marseille I. Si les deux organisateurs, Daniel van Eeuwen et Isabelle Vagnoux, sont des spécialistes des relations inter-américaines, l'objet du livre, brillamment introduit par André Kaspi, ne se limite pas au seul continent américain mais concerne bien l'ensemble des liens qui unissent les États-Unis au reste du monde.

Pendant la guerre froide, l'Europe était au centre de la politique étrangère américaine. Après 1989, alors que les flux commerciaux transatlantiques étaient dépassés par les flux transpacifiques, on s'était demandé si la relation avec l'Asie n'allait pas devenir la plus importante. Ce débat est aujourd'hui dépassé et les spécialistes de l'Europe comme ceux de l'Asie – on lira avec intérêt une très bonne contribution de Jean-Luc Racine sur la relation indo-américaine – font désormais front commun pour déplo-

rer la relégation de ces régions dans les priorités américaines.

En effet, depuis le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak, la politique étrangère américaine est sur-déterminée par les enjeux moyen-orientaux. La lutte contre le terrorisme a été à la fois la cause et le prétexte à la mise en œuvre d'une « diplomatie transformationnelle » dont tous s'accordent aujourd'hui à constater la faillite. Aucune issue heureuse n'est envisageable à la guerre en Irak, sinon un retrait graduel et piteux qui nourrira un fort ressentiment anti-américain dans la région tandis qu'il ouvrira probablement aux États-Unis un cycle isolationniste. Cet échec sans appel condamne le projet de Grand Moyen-Orient qui aspirait à convertir, à partir de l'exemple irakien, les pays de la région aux charmes de la démocratie. Le conflit israélo-palestinien n'a pas avancé ; il s'est même aggravé en raison des années perdues lors du premier mandat de George W. Bush. Sans parler de l'influence grandissante de l'Iran, devenu le seul gendarme de la région depuis l'effondrement du régime baathiste en Irak.

On a peut-être le tort, en Europe comme dans le reste du monde, de trop attendre de la fin du mandat de George W. Bush. Les marges de manœuvre de Barack Obama ne sont pas si grandes. L'énergie qu'il devra consacrer au désengagement irakien limitera les initiatives qu'il pourrait prendre sur d'autres dos-

siers. Peut-être le capital de sympathie dont il bénéficiera, pendant un an ou deux, lui permettra-t-il d'engranger quelques succès symboliques (accord de paix israélo-palestinien ? réunion pacifique de Taiwan à la Chine ? dénucléarisation définitive de la Corée du Nord ? déblocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce [OMC] ? relance du processus de Kyoto ?). Mais la politique étrangère qu'il mènera sera plus proche de celle que Condoleezza Rice met en œuvre que celle-ci ne l'aura été du « wilsonisme botté » décliné par les Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et autres durant les quatre années du premier mandat de George W. Bush.

**Yves Gounin**

#### **AFTER BUSH. THE CASE FOR CONTINUITY IN AMERICAN FOREIGN POLICY**

Timothy J. Lynch  
et Robert S. Singh

New York, Cambridge University  
Press, 2008, 382 pages

Timothy J. Lynch et Robert S. Singh ont clairement le goût du sensationnel. L'ouvrage s'ouvre en effet sur la déclaration dramatique d'un futur président américain qui, en 2016, doit annoncer un bombardement nucléaire sur les principales villes d'Iran, Téhéran compris, en réponse à une attaque terroriste ayant frappé New York, Los Angeles, et Washington D.C.

Cette conception pessimiste des futures relations irano-américaines permet de mettre en avant le but de l'ouvrage dès les premières pages : affirmer que la doctrine Bush résistera à l'épreuve du temps, et que la vision du quarante-troisième président des États-Unis, à l'image de celle de Harry Truman, restera une constante dans la politique étrangère américaine à l'avenir. Loin d'avoir été un échec absolu en termes de relations internationales, la vision qui a provoqué la guerre en Irak serait donc, pour T. J. Lynch et R. S. Singh, capable de donner la victoire aux États-Unis dans la guerre contre le terrorisme – ou « seconde guerre froide », comme les auteurs ont décidé de l'appeler. Cette approche peut surprendre de ce côté-ci de l'Atlantique, tellement le désir de tourner la page de ces huit dernières années est grand dans les chancelleries européennes. Certains pourraient même être amenés à juger le livre sans intérêt, tellement son propos est partisan : l'analyse sur le monde musulman y est clairement limitée, et porte la marque de l'un de leurs laudateurs, Daniel Pipes, orientaliste néoconservateur controversé ; le travail nécessaire pour parler correctement de la guerre contre le terrorisme incluant une authentique connaissance des mouvements djihadistes, une telle auto-limitation amoindrirait considérablement l'intérêt de l'ouvrage. Quand les auteurs s'emportent contre une gauche et des universitaires forcément considérés comme anti-Américains, ils finissent de perdre en crédibilité.

Pourtant, ce serait une erreur que de rejeter le livre sans autre forme de procès : il représente une vision qui est loin d'être marginale aux États-Unis, et qui ne va pas disparaître avec l'arrivée du nouveau locataire de la Maison Blanche. Elle continue à irriguer la réflexion d'un certain nombre de *think tanks* et médias de premier plan aux États-Unis, qui ne disparaîtront pas avec le retour de « W. » dans son ranch texan. Par ailleurs, ce livre rappelle ce qui est difficilement contestable, à savoir qu'il serait contre-productif d'avoir une politique étrangère qui ne prendrait pas en compte le 11 septembre. Il serait relativement simple de prouver que l'ouvrage fait fausse route quand il soutient que l'administration de George W. Bush a bien compris les conséquences des attaques terroristes sur New York et Washington, mais les auteurs n'ont pas tort quand ils expliquent qu'il n'y a pas encore de réelle vision concurrente permettant de gérer efficacement la question djihadiste. En effet, la logique « réaliste » parfois mise en avant est loin d'être parfaite : c'est elle qui, par exemple, a amené les États-Unis à abandonner l'Afghanistan à son sort une fois les Soviétiques battus, avec les résultats que l'on sait. Quant à la logique internationaliste, elle rêve d'un monde multipolaire, qui ne serait pas forcément plus juste qu'un monde unipolaire.

Enfin, on note que ce livre traite l'Union européenne (UE) avec le dédain qu'on accorde aux puis-

sances secondaires, et que l'alliance qui lui est préférée est celle d'une union des peuples anglophones, incluant le géant indien. Ici encore, les auteurs sont loin d'être seuls à favoriser cette approche. Il est clair qu'aux États-Unis, l'Europe est de plus en plus considérée, au mieux, comme un lieu de villégiature sympathique sans impact sur l'avenir du monde. Ici aussi, il serait trop simple de blâmer le parti pris des auteurs : la vision de Lynch et Singh restera d'autant plus importante à Washington que les capitales européennes confirmeront l'impuissance de l'UE sur la scène internationale.

**Didier Chaudet**

## ASIE

### LA SOCIÉTÉ CHINOISE VUE PAR SES SOCIOLOGUES. MIGRATIONS, VILLES, CLASSE MOYENNE, DROGUE, SIDA

Jean-Louis Rocca (dir.)  
Paris, Les Presses de Sciences-Po,  
2008, 320 pages

Cet ouvrage est le fruit d'un long travail de rencontres et d'échanges entre des chercheurs français et chinois au cours de séminaires organisés par les ateliers doctoraux de Pékin. Ces ateliers, dirigés par le sociologue Jean-Louis Rocca, ont pris la suite de l'Antenne expérimentale en sciences humaines et sociales à Pékin créée par Jean-Luc Domenach en 2002 au sein de la prestigieuse université Tsinghua de

Pékin. L'objectif était et reste de développer les relations académiques entre chercheurs français et chinois, de mieux faire connaître les travaux français en Chine et les travaux chinois en France.

Les sujets abordés dans cet ouvrage par des sociologues chinois soulignent que le monde académique jouit aujourd'hui en Chine d'une réelle liberté d'expression. Même si les chercheurs s'imposent souvent une autocensure et même si certains travaux voient leur diffusion limitée ou interdite, tous les sujets peuvent aujourd'hui être abordés. L'ouvrage dirigé par J.-L. Rocca en est une preuve puisqu'y sont abordés des sujets sensibles tels que les migrations internes et les inégalités, les mouvements de protestation ou encore ceux des toxicomanes ou des malades du sida. Les contributions sont le fruit d'analyses critiques et objectives, ancrées dans des courants de réflexion internationaux, situées dans le contexte chinois et fondées sur des recherches de terrain approfondies.

L'ouvrage s'organise autour de trois grandes parties. La première traite des migrations internes (ou exode rural) à partir de trois perspectives : la – très faible – mobilité sociale, les chaînes d'intérêts entre ruraux et urbains, et l'hégémonie dans les relations de travail. La seconde partie aborde la notion de « moyennisation » de la société chinoise, partant de la question de

l'émergence ou non d'une classe moyenne en Chine et de la définition d'une telle classe sociale. Enfin, la troisième partie aborde des sujets de société relativement nouveaux pour la Chine et qui représentent donc de nouveaux enjeux, à savoir la toxicomanie des jeunes et la pandémie de sida.

Le dernier chapitre souligne encore la volonté de cet ouvrage de rester critique envers les pressions intérieures ou extérieures qui pèsent sur la recherche chinoise. Zhang Letian y décrit comment la recherche fondamentale doit aujourd'hui s'adapter aux demandes formulées par les programmes de recherche nationaux, ainsi qu'aux attentes des bourses et fonds internationaux, qui créent très souvent un biais dans le choix des sujets et des concepts développés. Signalons enfin que cet ouvrage tente d'éviter les écueils d'une analyse « transito-logique » de la société chinoise en privilégiant une simple description des phénomènes sociaux en cours.

**Hélène Le Bail**

**DESCENT INTO CHAOS. HOW THE WAR AGAINST ISLAMIC EXTREMISM IS BEING LOST IN PAKISTAN, AFGHANISTAN AND CENTRAL ASIA**

Ahmed Rashid  
Londres, Allen Lane / Penguin,  
2008, 544 pages

Ahmed Rashid, journaliste pakistanais, consultant de diverses institutions, suit de près, depuis de

nombreuses années, les Talibans et Al-Qaida en Afghanistan et au Pakistan. Son nouveau livre constitue une véritable somme : les observations sur le terrain, les rencontres avec les acteurs, des chefs talibans à Paul Wolfowitz, en passant par le président Hamid Karzaï. L'auteur fait du même coup un travail de *scholar*, analysant une masse de documents.

Le lecteur sera consterné par l'accumulation de fautes majeures commises par tous les acteurs, à l'exception des Talibans ! On songe à Raymond Aron : « L'ignorance et la bêtise sont des facteurs considérables de l'Histoire. » Après avoir provoqué avec brio la chute des Talibans à la fin de 2001, les Américains accumulent erreurs de jugement et faux calculs, tout en relâchant leur engagement en Afghanistan au profit de leur guerre en Irak. L'auteur souligne aussi les faiblesses des Européens et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le manque de coordination (39 nations sont représentées dans l'International Security Assistance Force [ISAF]), les rotations trop rapides des généraux, l'ignorance du terrain, le manque d'effectifs et d'hélicoptères, etc. Et là-dessus se greffent les graves carences de l'aide américaine et européenne à la reconstruction.

Ahmed Rashid est non moins critique avec le président Karzaï, son gouvernement, la corruption ou le commerce de la drogue, qui ne profite pas qu'aux Talibans. Il

analyse aussi le rôle ambigu de son pays, les jeux troubles de l'Inter-Services Intelligence (ISI) et de certains militaires favorables aux Talibans. L'armée pakistanaise peine à mettre au pas ses propres militants dans les zones tribales. L'assassinat de Benazir Bhutto et les difficultés économiques ne font qu'aviver les tensions à l'intérieur du Pakistan.

L'avenir reste incertain, sauf sur un point : les Talibans n'auront pas les moyens de reprendre Kaboul et l'ensemble du pays aussi longtemps que les forces américaines et européennes seront présentes.

**Gilbert Étienne**

## EUROPE

### L'UNION EUROPÉENNE ET LA GESTION DE CRISES

Barbara Delcourt, Marta Martinelli et Emmanuel Klimis (dir.)  
Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles / Institut d'études européennes, 2008, 274 pages

Dans la période de ralentissement de la construction de l'Union européenne (UE) ouverte avec les rejets du projet de Traité constitutionnel, son intervention dans les gestions de crises a été un des rares éléments consensuels. Alors que les interventions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou encore de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe (OSCE) donnent pour la plupart un sentiment de piétinement voire d'échec, celles de l'Union suscitent plutôt l'approbation. On note des progrès institutionnels, une spécificité positive dans l'approche dite « civilo-militaire » et, bien que ces interventions restent toujours très limitées en intensité et en durée, quelques indéniables réussites. Cet ouvrage permet de faire le point sur ces différents éléments : transformations institutionnelles, études de cas, évaluation et identification d'améliorations nécessaires.

La première partie expose les responsabilités respectives des trois grandes structures (Conseil, Commission et Parlement), les innovations organisationnelles et les multiples dysfonctionnements qui les affectent. Chacun connaît l'accablement qui naît de la volonté de comprendre l'in vraisemblable usine à gaz constituée par les multiples organismes de l'Union, particulièrement en matière de politique étrangère. À cette aune, les auteurs donnent une vision claire des différents organismes, de leur fonctionnalité, mais aussi des rivalités et des enjeux qu'ils traduisent.

La deuxième partie expose d'abord deux cas d'intervention de l'UE : au Congo et, dans l'espace européen, en Macédoine. Ils permettent, tout en décrivant précisément leur déroulement, d'identifier les difficultés et les limites synthétisées dans le chapitre suivant par un militaire « praticien ». Sa partici-

pation à plusieurs opérations lui donne une particulière aptitude à identifier et illustrer les insuffisances signalées par la plupart des auteurs : décalage entre « Bruxelles » et le « terrain » ; difficultés de transmission des informations ; faiblesse de la concertation internationale et concurrence entre institutions. Parmi ces dernières, les organisations non gouvernementales (ONG) et l'ONU dans leurs relations avec l'UE sont plus précisément analysées. Les remarques sur les enjeux politiques et monétaires évitent la langue de bois, et les explications sur les réseaux et les spécificités permettent au lecteur d'identifier les stratégies derrière les sigles. La notion de gestion civile de crise, dans ses caractéristiques de l'Union, se dégage progressivement face aux pratiques comparables de l'ONU et de l'OSCE. En revanche, les auteurs soulignent une fois de plus la difficulté, au-delà du concept, à parvenir à des pratiques unifiées, dépassant les politiques nationales et les intérêts qui les sous-tendent

La dernière partie approfondit d'une part l'environnement stratégique de la notion de gestion de crise en l'intégrant au processus global contemporain d'articulation entre le militaire et l'humanitaire, notamment dans la pratique des États-Unis. D'autre part, ce processus a donné naissance, principalement en Afghanistan, à une structure spécifique : les « équipes de reconstruction provinciales »,

dont la formation et l'action sont ici détaillées. Enfin une étude d'une action nationale est proposée à travers le cas de la Belgique en Afrique centrale.

La conclusion générale des principaux responsables de ce recueil de textes souligne très honnêtement les limites politiques et institutionnelles d'une pratique – la gestion civile des crises –, dans laquelle l'Union européenne s'est illustrée plus que d'autres structures de sécurité ou de coopération. En ce sens, elle a innové, sans qu'il soit pour autant possible de parler d'une conception achevée. L'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles fournit avec cet ouvrage une contribution importante à cet effort conceptuel. Son intérêt est d'autant plus grand que les crises dans lesquelles l'Union ne pourra éviter d'intervenir se rapprochent de l'espace européen lui-même.

**André Brigot**

## MOYEN-ORIENT

---

### LE HAMAS

Khaled Hroub

Paris, Demopolis, 2008, 240 pages

Depuis sa création en 1987 jusqu'à sa victoire surprise aux élections de 2006, le « Mouvement de la résistance islamique » – plus connu sous l'acronyme Hamas – s'est progressivement installé au cœur du conflit israélo-palestinien. Comment une

« organisation terroriste », selon les termes des Occidentaux, a-t-elle pu se développer en une force politique populaire ? Après avoir enquêté plus de quinze ans sur le Hamas, Khaled Hroub tente ici de décrypter le succès croissant de ce mouvement et nous en livre une analyse érudite. L'ouvrage, un des plus complets sur ce sujet en français, a pour ambition de raconter l'histoire du « vrai Hamas » afin d'en finir avec les simplifications et caricatures abusives généralement présentées dans les médias occidentaux. L'auteur entend incorporer dans l'expression « vrai Hamas » tous les aspects de l'organisation, du militaire au politique en passant par le social.

Les douze chapitres du livre suivent un cheminement didactique sous la forme d'un ensemble de questions-réponses. En présentant les questions les plus fréquemment posées sur le Hamas, l'auteur permet à ses lecteurs de mieux appréhender les problématiques complexes du conflit israélo-arabe. Le choix de la vulgarisation s'est malheureusement accompagné de l'abandon de la rigueur éditoriale universitaire, laquelle induirait la présence de notes de bas de pages ou d'autres références. Les chapitres sont structurés à la fois de manière chronologique et thématique. Hroub commence ainsi par décrire les origines du Hamas, qui appartient à la grande famille des Frères musulmans nés en Égypte en 1928, pour terminer sur le Hamas

d'après les élections de 2006, ainsi nommé le « nouveau Hamas ».

Hroub démontre longuement l'évolution pragmatique du Hamas, qui serait devenu une « organisation profondément différente » de celle née à la veille de la première Intifada. Selon l'auteur, le Hamas n'a plus rien en commun avec l'organisation qui s'était dotée de sa Charte en 1988 et ce texte serait devenu obsolète. Pourquoi le Hamas n'a-t-il pas alors décidé de l'abroger ou de l'amender en profondeur, comme Yasser Arafat qui avait déclaré « caduque » la Charte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1989 ?

L'auteur revient ensuite sur le pré-supposé anti-sioniste du Hamas, consigné dans la Charte. Selon Hroub, l'expression « destruction » de l'État israélien, un terme fréquemment utilisé par les médias pour définir « l'objectif ultime » du Hamas, n'est « jamais » employée par ce dernier, même dans ses déclarations actuelles les plus radicales. Le slogan adopté est « la libération de la Palestine ». Pourtant, l'auteur n'explique pas ce que cette « libération » signifierait pour l'avenir d'Israël. Au bout du compte, le Hamas reste délibérément flou sur la question de la reconnaissance d'Israël, clé d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

En outre, Hroub critique à peine les attaques terroristes du mouvement. Une discussion de cette problématique, voire une condamnation plus



explicite de ce moyen d'action, aurait rendu le livre plus acceptable pour son public occidental. L'auteur a choisi d'éluider la question en défendant la thèse selon laquelle la genèse du Hamas serait la « conséquence naturelle » d'une occupation israélienne coloniale et brutale.

Ces critiques n'empêchent cependant pas le livre de Khaled Hroub de nous fournir les principales clés pour comprendre la vision du monde et le succès du Hamas en Palestine. C'est donc un ouvrage indispensable pour ceux qui veulent mieux comprendre le Hamas, acteur incontournable du conflit israélo-palestinien.

**Katrin Wittig**

## IRAK, LES ARMÉES DU CHAOS

Michel Goya

Paris, Economica, 2008, 272 pages

Cet ouvrage retrace ce que l'on a coutume d'appeler la seconde guerre du Golfe. Après une guerre éclair de quelques semaines en avril 2003, véritable démonstration de force de l'armée américaine, l'euphorie de la *Coalition of the willing*<sup>1</sup> laisse rapidement place à un doute attisé par une guérilla à laquelle nul ne s'était préparé. Cinq ans plus tard, Michel Goya nous livre son analyse sur cette confrontation entre des forces américaines

de plus en plus isolées et des mouvements insurgés hétérogènes et insaisissables.

En réalité, bien que cette analyse porte essentiellement sur la confrontation militaire, c'est une approche plus globale de la situation irakienne qui est ici offerte au lecteur. Après un premier chapitre consacré pour l'essentiel à l'Irak de Saddam Hussein, l'auteur propose quinze chapitres où tous les acteurs et les faits marquants de cette crise sont clairement identifiés et remis en perspective les uns par rapport aux autres. S'inspirant de nombreuses sources américaines, britanniques et irakiennes, tout en s'appuyant sur sa propre expérience militaire, l'auteur nous décrit le chaos dans lequel l'Irak semble avoir sombré pour de nombreuses années encore.

En décrivant comment, en quelques semaines, les soldats américains passent du statut de libérateurs à celui d'envahisseurs aux yeux des populations irakiennes, malgré des succès ponctuels comme celui de la 101<sup>e</sup> division aéromobile du général Petraeus – qui parvient un temps à enrayer le chômage tout autant que l'insurrection dans la région de Mossoul –, l'auteur démontre le degré d'impréparation de l'armée américaine pour la phase qui suit la chute du régime de Saddam Hussein. Contraints du jour au lendemain, en l'absence de spécialistes civils, de remplir des missions pour lesquelles ils ne sont

1. Nom donné en 2003 par les autorités et la presse américaines pour désigner la trentaine de pays réunis en coalition autour des États-Unis dans l'opération « Iraqi freedom ».

pas formés, les officiers de l'Army ou des Marines mettent plusieurs mois pour prendre en charge les besoins logistiques, sanitaires et sociaux des villes irakiennes – nombre d'entre eux effectuent des stages dans les grandes municipalités américaines, dans la police ou encore au Federal Bureau of Investigation (FBI) –, mais le temps et les maladresses jouent contre la coalition. La supériorité technologique de la première armée du monde semble désormais incapable de faire la différence dans un conflit qui se déroule sur le champ des perceptions, au milieu des populations.

En effet, alors qu'elles peinent à rétablir les infrastructures essentielles du pays, les forces américaines sont contraintes d'affronter des insurgés déterminés et inventifs, capables de contourner la supériorité militaire occidentale en innovant sur les plans tactique et technique (les IED [Improvised explosive devices] ou bombes improvisées deviennent la hantise des patrouilles et des convois de la coalition). Disposant de l'arsenal de l'ancienne armée du Raïs et d'un réservoir de recrues potentiellement illimité, les insurgés constituent des forces d'opposition à même de contester le nouveau régime irakien dans de nombreux bastions sunnites comme chiïtes. Reconquis par l'armée américaine puis remis aux forces de sécurité irakiennes, ces bastions n'en demeurent pas moins instables, ce

qui ne manque pas de générer de nombreuses critiques quant à la stratégie adoptée. Michel Goya explique alors comment l'incompréhension des militaires américains vis-à-vis de leur hiérarchie les fait basculer de l'amertume à la violence ou au repli dans leurs bases.

Après avoir resitué le scandale de la prison d'Abou Ghraïb, la démission de certains généraux américains, l'effritement de la coalition, la difficile cohabitation des militaires et des sociétés militaires privées, les défis posés aux nouvelles forces de sécurité irakiennes entre affrontements interconfessionnels et exactions djihadistes, Michel Goya conclut sur l'épuisement des deux camps qui se retrouvent prisonniers d'un inextricable chaos. Pourtant, comme il le dit lui-même en paraphrasant Che Guevara : « il est urgent de comprendre ce qui se passe en Irak avant de voir surgir un, deux, trois Irak ». À cet égard comme à bien d'autres, la lecture de cet ouvrage est indispensable.

**Laurent Fromaget**

## LES MONDES CHIITES ET L'IRAN

Sabrina Mervin (dir.)  
Paris/Beyrouth, Karthala/Ifpo,  
2007, 484 pages

À la lumière de cet ensemble d'études régionales sur les « mondes chiïtes », Sabrina Mervin constate qu'« il n'y a ni croissant ni arc susceptible de constituer un bloc homogène répondant aux direc-

tives de la République islamique d'Iran, mais un ensemble disparate de zones qui dépassent largement le Moyen-Orient puisqu'elles vont de l'Afrique à la Chine ».

La première partie est consacrée à l'exportation de la révolution iranienne et à l'intégration nationale des communautés chiites au Moyen-Orient. Olivier Roy analyse les effets de la politique iranienne sur le clivage sunnite/chiite au Moyen-Orient. La politique chiite de l'Iran, ses choix religieux, contredisent sa volonté d'incarner le « front du refus ». Alessandro Monsutti étudie le cas des chiites afghans, dans leur grande majorité *hazaras* persanophones, exclus du jeu politique afghan à la chute du régime communiste en 1992. *A contrario*, l'Iran a tenté de développer un islamisme chiite afghan, avant d'adopter une politique plus pragmatique dans les années 1990, période qui voit les *hazaras* tendre vers « une idéologie plus ethniciste qu'islamiste ».

Laurence Louër évoque l'influence iranienne auprès des communautés chiites du golfe Persique depuis le début des années 1970. Le rêve de Téhéran d'exporter sa révolution n'est plus d'actualité et l'autonomisation des communautés chiites « golfiennes » s'accélère depuis le début des années 1990. Elle note enfin que l'influence de la République islamique est de nature religieuse et non ethnique. Cette première partie s'achève sur deux

contributions sur le Hezbollah. Joseph Alagha s'intéresse aux fondements idéologiques du mouvement et à ses relations avec l'Iran. Pour lui, le Hezbollah agit de manière pragmatique, reconnaissant que son objectif de construction d'un État islamique suscite l'opposition de la majorité de la population. S'agissant des images utilisées par le mouvement dans sa communication politique, Kinda Chaib constate que l'Iran est une source d'inspiration pour les militants du Hezbollah, mais que cette relation n'est pas vécue par ces derniers comme une dépendance.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux « chiismes en construction ». Thierry Zarcone étudie la communauté chiite de Turquie. La formation du clergé chiite turc s'effectue le plus souvent en Iran et, dans une moindre mesure, dans les villes saintes irakiennes. Bayram Balci propose une réflexion sur la majorité chiite d'Azerbaïdjan (60 % de la population) et sur la coopération islamique irano-azérie depuis 1990. Il estime que « la concurrence des courants sunnites turcs a limité les impacts de la propagande religieuse iranienne ». Boris Pétric permet aux non spécialistes de découvrir les Ironis, chiites d'Ouzbékistan (entre 200 000 et 250 000). Si l'auteur décrit les réseaux transnationaux chiites entre l'Iran et l'Ouzbékistan, il constate qu'« il n'y a jamais eu, de la part de Téhéran, une volonté d'exporter la révolu-

tion islamique en Asie centrale ». Le dernier texte de cette partie est consacré aux chiïtes du Sénégal. Mara A. Leichtman dépeint une communauté divisée selon des critères ethniques entre Libanais et Sénégalais convertis. Le rôle de l'ambassade d'Iran à Dakar est également étudié.

La troisième partie, consacrée au « modèle iranien », comprend deux études du mouvement de Moqtada al-Sadr (Pierre-Jean Luizard et Peter Harling/Hamid Yassim Nasser). Elles mettent en évidence la complexité des relations entre l'armée du Mahdi et Téhéran, dont l'objectif semble avoir été avant tout d'éviter la confrontation entre des chiïtes irakiens divisés. La question des relations entre les chiïtes pakistanais et iraniens est également envisagée par Mariam Abou Zahab, à travers l'étude des *madrasas* de femmes. Elle constate l'émergence d'une culture chiïte féminine, avec la formation d'un clergé féminin informel. Qom est devenu un centre incontournable de formation d'une « nouvelle élite chiïte transnationale » – les échanges étant facilités dans le cas irano-pakistanais par la proximité linguistique et par le fait que l'Iran a renoncé à exporter sa révolution au Pakistan. En conclusion de cette partie, Sabrina Mervin décrypte le modèle religieux iranien, dont la principale force est de « produire des intellectuels dotés à la fois d'une formation classique de *hozeh* et d'une formation académique moderne ».

La dernière partie, enfin, entre au cœur des débats entre intellectuels sur les religions en Iran, à partir de divers entretiens. L'ouvrage permet ainsi de comprendre des « mondes chiïtes » souvent méconnus en Occident et dont la réalité complexe est souvent travestie à des fins politiques. Sa principale force est de réunir les meilleurs spécialistes des régions évoquées tout en restant accessible au plus grand nombre. Sa lecture sera utile à tous ceux qui s'intéressent aux questions islamiques ou aux mondes arabes et turco-iraniens.

**Clément Therme**

## PARMI LES LIVRES REÇUS

C. Alden, *China in Africa*, Londres, Zed Books, 2007

P. Beckouche, Y. Richard, *Atlas d'une nouvelle Europe*, Paris, Autrement, 2008

J. Chapoutot, F. Chartreux, A. Houte, S. Mourlane et J-Y Potel, *Europe, mémoires profondes*, Paris, Autrement, 2008

J. Fenby, *The Penguin History of Modern China. The Fall and Rise of a Great Power (1850-2009)*, Londres, Allen Lane, 2008

M. Markovich, *Les Nations désunies*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008

P. Nicod, *De l'Identité européenne à l'Europe fédérale*, Paris, Glyphe, 2008